



La Lettre du PLAIDOYER

INFORMER pour SAVOIR et AGIR

Lettre n°15 : Octobre/Novembre/Décembre 2017

Très chères amies,

Je vous prie de bien vouloir transmettre aux membres de vos clubs, ce nouveau numéro de la "lettre du plaidoyer". Il contient essentiellement des articles relatifs aux violences faites aux Femmes, Journée Internationale **contre les violences faites aux Femmes** oblige.

En pièces jointes, j'ai ajouté quelques documents sur l'Egalité, que vous avez peut-être déjà reçus par un autre canal, comme le tour de France de l'Egalité envoyé par Elisabeth Mejean (Marie-Anne Radek nous en a déjà fait part) et un communiqué de presse du Laboratoire de l'Egalité, envoyé par Geneviève Sauve.

Comme d'habitude, Annie Becquer m'a fait parvenir la plupart des articles de Presse de cette lettre. Nous la remercions très chaleureusement pour ces précieuses informations.

Les fêtes de fin d'Année approchent à grands pas.

J'en profite donc pour vous présenter mes meilleurs voeux pour vous et les personnes qui vous sont chères et bien sûr une excellente santé.

Bonnes fêtes de fin d'Année et Bonne Année 2018

En vous souhaitant bonne lecture.

Très chaleureuses amitiés

Annie Meiniel

Une idée de cadeau?

Dans ce kit, il y a le sexe des femmes. Et c'est bien

Pour son projet de master, Fanny, étudiante en création industrielle, a réalisé un kit d'éducation sexuelle. (Fanny Prudhomme / Les Parleuses)

Un clitoris en ouate, des trompes de Fallope en tubes de plastique... Une étudiante en design industriel a conçu un ingénieux kit d'éducation sexuelle. Entretien.

<https://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/notre-epoque/20171121.OBS7589/dans-ce-kit-il-y-a-le-sexe-des-femmes-et-c-est-bien.html>

Journée contre les violences faites aux femmes : pourquoi le 25 novembre ?

C'est la date de l'assassinat, en 1960, des trois sœurs Mirabal en République dominicaine. La Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes a été instaurée par l'ONU en 1999.

http://www.liberation.fr/amhtml/planete/2016/11/25/journee-contre-les-violences-faites-aux-femmes-pourquoi-le-25-novembre_1530844

VIOLENCES SEXUELLES

Me Giffard, victime d'Israel Horovitz : «Créer de nouveaux délits sexuels est une illusion»



Me Frédérique Giffard à Paris le 12 décembre. Photo Audoin Desforges

L'avocate française a subi les agissements du dramaturge américain à succès il y a vingt-six ans. Aujourd'hui, elle s'étonne de l'absence de médiatisation en France des accusations d'agressions et de viol dont il fait l'objet. Mais ne croit pas à la pertinence d'une hyperjudiciarisation de tous les délits.

Frédérique Giffard, victime d'Israel Horovitz : «J'avais 16 ans, il en avait 52»

«Je suis l'une des neuf femmes qui ont témoigné dans le *New York Times* sur les agissements d'Israel Horovitz. Contrairement aux autres, il n'était pas mon mentor, seulement mon employeur et mon logeur, le temps d'un été en 1991, dans sa maison du Massachusetts. Il passait sans prévenir du registre paternel à des sous-entendus sexuels, évoquait avec complaisance ses liens avec Beckett ou Al Pacino, et me donnait une importance que je n'avais probablement jamais eue auparavant pour un adulte. J'avais 16 ans, il en avait 52. J'étais jeune fille au pair chez lui, je suis partie au bout de dix jours. Israel Horovitz semble avoir eu toute sa vie un comportement singulièrement brutal avec les très jeunes femmes qu'il croisait, attrapant leurs fesses et leurs seins, enfonçant sa langue dans leur bouche, ou se touchant le sexe avec leur main... Nous avons toutes eu des expériences très similaires. L'une d'entre nous, ancienne petite amie de son fils, l'accuse même de viol.

http://www.liberation.fr/france/2017/12/12/me-giffard-victime-d-israel-horovitz-creer-de-nouveaux-delits-sexuels-est-une-illusion_1616265

Violences faites aux femmes : après Balance ton porc, balance ton plan



Manifestation contre les violences sexuelles à Paris, le 29 octobre. Photo Bertrand Guay. AF

Pour une fois, grâce à la prise de conscience post-Weinstein, la journée internationale pour l'élimination des violences contre les femmes mobilise. Le Président, Emmanuel Macron, qui doit s'exprimer ce samedi, est attendu au tournant.

Mobilisation générale. Tracts, clips, manifestations, déclarations, revendications : rarement un 25 novembre, journée internationale pour l'élimination des violences contre les femmes, n'a suscité autant d'élans. L'onde de choc Weinstein a fait son effet. Les (bonnes) consciences sont réveillées. Les attentes très fortes.

http://www.liberation.fr/france/2017/11/24/violences-faites-aux-femmes-apres-balance-ton-porc-balance-ton-plan_1612402

Du sexisme ordinaire au viol : des femmes témoignent de leur volonté de ne plus se taire

Plusieurs semaines après les révélations visant Harvey Weinstein, la parole s'est libérée dans le monde entier. Des femmes racontent au « Monde » ce que cela a changé pour elles.

« *Je suis en colère.* » C'est un constat, avec une pointe de soulagement dans la voix, mais surtout de la détermination. « *J'ai été élevée comme une gentille fille. C'est bien d'avoir été gentille pendant quarante ans, mais ça n'a pas servi à grand-chose* », résume Andréa*. Comme de très nombreuses femmes, cette directrice d'école d'une cinquantaine d'années a observé la libération de la parole sur les violences sexuelles, à la suite de l'affaire Harvey Weinstein, du nom du producteur américain accusé de viol, d'agression sexuelle et de harcèlement par des dizaines de femmes, sur plusieurs décennies.

http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/11/24/du-sexisme-ordinaire-au-viol-des-femmes-temoignent-de-leur-volonte-de-ne-plus-se-taire_5219813_3224.html

Brigitte et Emmanuel Macron s'allient face à l'"horreur" et la "honte"



Le président Emmanuel Macron reçoit des personnalités à l'Elysée à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes à Paris le 25 novembre 2017.

Le 16 octobre dernier, Brigitte Macron prenait position en plein scandale Harvey Weinstein, suivi de la naissance du mouvement "#Balancetonporc". "*La libération de la parole, c'est ce qui peut arriver de mieux. (Ces femmes) sont très courageuses de le faire. C'est formidable. Je pousse vraiment à rompre le silence*", avait déclaré la première dame avant d'assister à la pièce Les Chatouilles, jouée au théâtre Antoine à Paris, qui dénonce les violences sexuelles et la pédophilie. Un sujet sensible devenu une cause nationale pour Emmanuel Macron dès sa campagne présidentielle.

http://amp.purepeople.com/article/brigitte-et-emmanuel-macron-s-allient-face-a-l-horreur-et-la-honte_a261298/1

Macron, président féministe ?

Par [Maxime Forest, Chercheur associé au Cevipof](#) et [Réjane Sénac, Directrice de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences-Po-Cevipof](#) — 4 décembre 2017 à 17:06



Emmanuel Macron lors de la journée pour l'élimination de la violence faite aux femmes le 25 novembre. Photo Kamil Zihnjoglu. Pool. Réa

En se plaçant sur un registre moral et affectif, le chef de l'Etat préserve le mythe d'une France et d'une République idéalisées.

Le discours du président de la République à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence envers les femmes et du lancement de la grande cause du quinquennat incarne-t-il une modernité politique ? Au-delà de la fidélité à un engagement de campagne, la modernité semble résider dans le fait de poser l'acte fondateur d'une nouvelle approche des politiques d'égalité et de lutte contre les violences, mobilisant tous les leviers de l'Etat.

http://www.liberation.fr/debats/2017/12/04/macron-president-feministe_1614382

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : FAUT-IL CENSURER LE PORNO ?

PUBLIÉ LE 28/11/2017 À 18H42



ullstein bild/Getty

Emmanuel Macron veut "repenser le cadre de notre régulation des contenus" sur Internet. C'est ce qu'il a annoncé lors de son discours du 25 novembre, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Dans ce but, Il souhaite étendre les pouvoirs du CSA sur les réseaux sociaux, les jeux vidéo et la pornographie en ligne, afin de contrôler les "contenus qui peuvent conduire à la violence contre les femmes". Un chantier qu'il souhaite lancer dès 2018... Alors, faut-il censurer le porno ? À vous de juger.

<https://www.capital.fr/polemik/violences-faites-aux-femmes-faut-il-censurer-le-porno-1258023>

«Féminicide» pas français ?



Campagne d'affichage du collectif *Insomnia* contre les violences faites aux femmes, à Paris, le 25 novembre 2016. Photo Boris Allin. Hans Lucas

Malgré l'introduction récente d'une circonstance aggravante de sexisme dans le code pénal, les associations féministes militent pour la reconnaissance légale du «féminicide», un crime reconnu par plusieurs autres pays. Une revendication qui, en France, divise, et ce à la veille de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Le mot, inscrit en lettres rouges, avait fait son apparition sur une centaine d'Abribus parisiens l'année dernière, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Dans la nuit du 25 novembre, des publicités avaient été remplacées par des affiches aux noms des jeunes filles et des femmes tuées par leur compagnon, leur père ou leur camarade de classe au cours de l'année écoulée. Des victimes de féminicides, ces meurtres de femmes en raison de leur sexe, trop souvent oubliées par la société, selon le collectif féministe à l'origine de l'action. *«Ces crimes ne sont ni des "faits divers" ni des "drames familiaux" et encore moins des "crimes passionnels"»*, plaidait alors le collectif *Insomnia*, en faveur d'une reconnaissance légale du «féminicide». Une revendication partagée par plusieurs associations

féministes, comme Osez le féminisme, qui, lors d'une campagne en 2014, réclamait :
«*Mettons un terme aux crimes machistes. Reconnaissons le féminicide.*»

http://www.liberation.fr/debats/2017/11/23/feminicide-pas-francais_1612057

Harcèlement de rue : une plaie de grande ampleur

Par [Catherine Mallaval](#) et [Anaïs Moran](#) — 6 décembre 2017 à 20:16 (mis à jour le 7 décembre 2017 à 06:48)



7,9% des femmes ont subi à un ou plusieurs moments de leur vie du pelotage ou des attouchements sexuels dans l'espace public. Photo Sandra Rocha

Une jeune femme dans une grande ville, voilà le profil type des victimes de violences dans l'espace public : c'est ce que révèle une enquête de l'Ined menée en 2015 et publiée ce jeudi. Inédit, ce travail quantifie un nombre d'insultes, pelotages, voire coups loin d'être mineurs.

Les rues, les boutiques, les bars, les transports, tous ces espaces où l'on se côtoie sont-ils des lieux d'insultes, de sifflements, de coups, de harcèlement, d'agressions sexuelles, voire de viols ? Deux ans après la publication d'une enquête spectaculaire du Haut Conseil à l'égalité qui révélait que 100 % des utilisatrices de transports en commun avaient été victimes au moins une fois dans leur vie de harcèlement sexiste ou d'agressions sexuelles, l'Institut national d'études démographiques (Ined) dévoile ce jeudi les fruits de son enquête Virage (pour «violences et rapports de genre») sur les violences dans les espaces publics. Un travail conduit en 2015 sur un très gros échantillon de 27 268 personnes : 15 556 femmes et 11 712 hommes de 20 à 69 ans. Même question pour toutes et tous : avez-vous subi des violences verbales, physiques ou sexuelles au cours des douze derniers mois ? Et : est-ce que vous trouvez ça grave ? Bilan à gros traits : il ne fait pas bon être une jeune femme dans une grande ville. Mais dans le détail ? Exploration de cette étude, publiée en plein débat sur une éventuelle pénalisation du harcèlement de rue (qui pourrait s'appeler «outrage

sexiste»), envisagée par le gouvernement français et déjà mise en place en Belgique (*lire ci-dessous*).

<http://www.liberation.fr/france/2017/12/06/harcelement-de-rue-une-plaie-de-grande-ampleur-1614970>

Le Congrès américain veut former les élus contre le harcèlement

Alexis Buisson (à Washington) , le 29/11/2017 à 7h11
Mis à jour le 29/11/2017 à 8h51

Après le Sénat, la Chambre des représentants doit rendre obligatoire mercredi 29 novembre des formations pour les élus et leurs employés.



La sénatrice Kirsten Gillibrand (à gauche) est à l'initiative de la loi pour faire évoluer la façon dont le Congrès américain gère les plaintes pour harcèlement sexuel

C'est l'histoire de Chloé, employée au Congrès. Son patron a pris l'habitude de la complimenter sur sa robe. Il lui envoie des messages sur son téléphone portable tard le soir, probablement saoul, et cherche à l'inviter à dîner au prétexte que ce serait « *bon pour sa carrière* ».

<https://www.la-croix.com/Monde/Ameriques/Le-Congres-americain-veut-former-elus-contre-harcelement-2017-11-29-1200895594>

FAITS DE SOCIETE

L'examen de la loi sur la résidence alternée des enfants s'arrête à mi-chemin



Après quatre heures de débat, faute de temps suffisant pour **examiner** la totalité des 43 amendements déposés, les députés ont interrompu, dans la nuit de jeudi 30 novembre à vendredi 1^{er} décembre, à 1 heure du matin, l'examen d'une proposition de loi du Mouvement démocrate (**MoDem**) instaurant la double résidence des enfants de parents séparés.

Pour **poursuivre** son parcours parlementaire, le texte devra désormais **être** inscrit à l'ordre du jour de la prochaine niche parlementaire du MoDem – elle est prévue le 17 mai 2018 –, ou être repris par le gouvernement.

Il propose que les enfants de parents séparés soient, sauf exception, domiciliés chez leurs deux géniteurs. Cependant, il ne vise pas à **imposer** la garde alternée. S'il entrait en vigueur, le temps passé chez l'un et l'autre parent ne serait pas forcément égalitaire et resterait fixé par un accord entre eux, ou à défaut par le juge aux affaires familiales.

http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/12/01/l-examen-de-la-loi-sur-la-residence-alternee-des-enfants-s-arrete-a-mi-chemin_5222916_823448.html

La langue peut-elle faire avancer l'égalité ?

Derrière le combat sur la féminisation de la langue, c'est la progression de la cause des femmes qui est en jeu, affirment ses partisans.

De fait, des expériences menées dans le passé ou à l'étranger montrent que les changements opérés sur la langue ont eu une influence sur la parité.



Selon une enquête Harris interactive, 75 % des personnes sondées sont favorables à une féminisation des noms de métiers. / Bertrand Riotord/FigaroPhoto.com

De la fermeté pour « clore la polémique ». Mardi, Édouard Philippe a donné consigne à ses ministres de bannir l'écriture inclusive des textes officiels. Depuis la parution d'un manuel scolaire ainsi rédigé, la bataille sur la parité linguistique fait rage. Alors qu'intellectuels et écrivains s'affrontent par tribunes interposées, 314 enseignants ont déclaré ne plus vouloir enseigner la règle « *le masculin l'emporte sur le féminin* » dans une pétition lancée le 7 novembre.

<https://www.la-croix.com/France/langue-peut-elle-faire-avancer-legalite-2017-11-22-1200893826>

Les contradictions de la circulaire sur l'écriture inclusive

Présentée comme « bannissant l'écriture inclusive des textes officiels », cette circulaire du premier ministre interdit le point médian, mais appelle à féminiser les fonctions.

Le premier ministre a annoncé, mardi 21 novembre, l'interdiction de l'« écriture inclusive » aux membres du gouvernement. Par ce terme, la circulaire publiée le lendemain au Journal officiel entend viser « une graphie faisant ressortir l'existence d'une forme féminine », tout en continuant à promouvoir l'égalité hommes-femmes. Mais si elle a été souvent comprise comme étant destinée à « bannir » l'usage de l'écriture inclusive, cette circulaire la met en réalité en place à plusieurs égards.

Que dit la circulaire ?

- Le masculin reste « une forme neutre » ;
- les noms de fonctions doivent être féminisés : « l'auteure », « la ministre », « la secrétaire générale »... ;
- les formules inclusives sont à privilégier : par exemple, « *le candidat ou la candidate* » ;

- le point médian (« candidat.e.s ») est à bannir.

http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/11/22/les-contradictions-de-la-circulaire-sur-l-ecriture-inclusive_5218818_4355770.html

L'expression “nègre littéraire” officiellement remplacée par “prête-plume”

En début d'année, une pétition proposait de remplacer l'expression « nègre littéraire », aux origines racistes et esclavagistes, pour lui préférer la formule « prête-plume » ou « écrivain fantôme ». Le Ministère de la Culture vient de donner suite à cette demande, que le CRAN, Conseil Représentatif des Associations Noires, avait appuyée.



Le Ministère de la Culture et de la Communication a fait parvenir ce 13 novembre 2017 un courrier au CRAN pour évoquer le problème soulevé en début d'année par la fondatrice du site Enviedecrire.com, agence de conseil littéraire, Nelly Buffon. [Dans une pétition mise en ligne sur Change.org](#), elle indiquait : « Aujourd'hui, le mot « nègre » est défini par les dictionnaires Larousse et Robert comme un terme raciste. Il n'y a donc pas de bonnes façons de l'employer et ce n'est pas en lui accolant l'attribut « littéraire » que cela le rend plus convenable. »

<https://www.actualitte.com/article/monde-edition/l-expression-negre-litteraire-officiellement-remplacee-par-prete-plume/85865>

A Paris, les féministes mobilisées pour la bibliothèque Marguerite-Durand

LeParisien.fr 18 novembre 2017



Le collectif "Sauvons la bibliothèque Marguerite Durand" a organisé ce samedi un rassemblement contre la fermeture programmée de la bibliothèque des femmes

La mairie veut déplacer ce lieu unique en France dans la bibliothèque historique de Paris.

«Je suis Marguerite Durand » «Sauvons la MDB » «Marguerite en grève », des femmes, beaucoup de femmes mais des hommes aussi : plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées samedi en début d'après-midi devant la bibliothèque Marguerite-Durand (XIII^e) pour demander la sauvegarde de cette bibliothèque des femmes, lieu unique en France où l'on peut consulter et emprunter des livres entièrement consacrés à l'histoire des femmes, au féminisme et au genre.

<https://fr.news.yahoo.com/paris-f%C3%A9ministes-mobilis%C3%A9s-biblioth%C3%A8que-marguerite-durand-173403160.html>

Europe

IVG et contraception : le Conseil de l'Europe alerte sur une régression des droits des femmes

Un rapport publié mardi épingle pêle-mêle la Russie, la Pologne, l'Irlande du Nord ou encore l'Italie pour leurs législations restrictives.

Le Monde.fr avec AFP | 05.12.2017 à 06h28 • Mis à jour le 05.12.2017 à 07h24



Des « restrictions rétrogrades » ont entraîné un recul des droits des femmes en matière d'accès à la [contraception](#) et à l'interruption volontaire de [grossesse](#) (IVG) en Europe, estime mardi 5 décembre le Conseil de l'[Europe](#), qui publie un rapport, accompagné d'une série de recommandations aux Etats membres. « *Ces dernières années, des menaces résurgentes pour la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes ont émergé en Europe* », souligne Nils Muiznieks, le commissaire européen aux droits de l'homme.

Le document épingle pêle-mêle l'[Arménie](#), la [Géorgie](#), la [Macédoine](#), la [Russie](#) et la [Slovaquie](#), qui ont adopté récemment « *des mesures renforçant les critères à [remplir](#) pour les femmes afin d'avoir accès à l'avortement* ». Il rappelle aussi qu'en [Pologne](#) « *une loi a réintroduit l'obligation d'obtenir une prescription médicale pour [accéder](#) à un moyen de contraception d'urgence* ».

http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/12/05/ivg-et-contraception-le-conseil-de-l-europe-alerte-sur-une-regression-des-droits-des-femmes_5224600_3214.html

ONU

La COP23 a eu lieu du 6 au 17 Novembre 2017 à BONN en Allemagne

Elle réunit les 195 pays signataires de l'Accord de Paris pour débattre de l'avancée des objectifs fixés par l'accord visant à contenir la hausse de la température mondiale. Elle est aussi l'occasion de préparer la COP24 qui se déroulera en 2018 à Katowice, en Pologne

Le point 20 de l'ordre du jour nous concerne particulièrement:

Question de Genre et Changement Climatique

<http://unfccc.int/resource/docs/2017/sbi/fre/l29f.pdf>